

RAPPORT D'INCIDENT DES TORTURES SUBIS PAR CINQ DEFENSEURS DES DROITS HUMAINS A MBOBERO EN DATE DU 30 AVRIL 2019

En date du 30 Avril 2019, nous Maître Germain MASENGE (vice président provincial de la nouvelle dynamique de la société civile, NDSCI), Patient MWIRHONZI (Rapporteur Provincial de la NDSCI) et André BAMPA (membre NDSCI) faisons partis de la délégation des victimes des démolitions des maisons à Mbobero qui allaient répondre à l'invitation de Madame Olive LEMBE KABILA, épouse de l'ancien Président congolais Joseph KABILA dont ses services ont demandé à veiller à la NDSCI de préparer les victimes car elle souhaite les recevoir pour une solution définitive et durable à la crise foncière qui oppose ces habitants à Joseph KABILA depuis janvier 2016.

Arrivée au Collège Sainte Anne de Mbobero, lieu prévu pour la rencontre, vers 14h00, la délégation va dépêcher Maître Germain MASENGE pour annoncer au protocole qu'elle est déjà présente. Le protocole lui demande d'attendre l'autorisation de Madame Olive LEMBE a qui on va transmettre le message lié à leur présence déjà sur le lieu.

Malheureusement, elle ne nous reçoit pas mais plutôt entre à bord de sa voiture qui l'amène vers un autre lieu situé à environ deux kilomètres, dans la concession querellée, sans nous dire quoi ce soit. Estimant que c'est peut être de ce côté qu'elle va nous revoir, nous nous y sommes dirigés.

Etant à l'entrée principale de ladite concession, les militaires de la garde républicaine commise à cette concession nous ont demandé de patienter un peu pour qu'ils annoncent notre présence.

Au moment où nous attendions calmement que nous soyons reçus, une jeep pleine des militaires de la garde républicaine (GR) est arrivée. D'un coup, ceux-ci ont commencé à tirer dans tous les sens et bastonner (fouetter) toute personne qui ne se sauve pas. Sur le champ, ils nous arrêtent tous trois (Patient MWIRHONZI, Germain MASENGE et André BAMPA) ainsi qu'une femme du nom de Pascasie KAZIGE, une des victimes des démolitions. En plus, une autre victime des démolitions, un vieux âgé de plus de 70 ans est atteint des balles au bras et tombe par terre. Ces militaires nous ont embarqués dans leur jeep et amené au cachot se trouvant dans la concession, laissant ainsi ce vieux gisant par terre au lieu de son agression. Il serait amené à l'Hôpital Provincial Général de Référence de Bukavu par d'autres habitants et suit actuellement les soins.

Après nous avoir dépouillées de tous les biens en notre possession (cartes d'électeurs, téléphones, argent, ceinture etc.), un autre militaire est venu nous regarder tout souriant et a demandé à ses collègues de chercher les fouets. Directement ils ont coupé les branches d'arbres et ont fait appel à nous à tour de rôle :

1. **Patient MWIRHONZI** : *« Ils m'ont pris et m'ont jeté par terre. Ils m'ont immobilisé par terre, deux militaires me tenant au coup, un par le bras droit, un autre par le bras gauche, un militaire par la jambe droite et un autre par la jambe gauche pour que je ne puisse plus bouger et puis ils ont commencé à m'administrer des fouets à l'aide de*

Nos bureaux de représentation nationale

Bukavu/Sud-Kivu/RDC

005, Av. Vamaro-Nyawera, C/Ibanda

Tél : +243853797912/+243813821013

E-mail : secretariatexecutifrdc@ppi-ong.org; pascalmupenda1@gmail.com

Site web: www.ppi-ong.org

ces branches d'arbres coupés. A moitié mort après avoir perdu la voix et blessé à la tête qui commençait à saigner fortement, ils m'ont jeté dans une paillote se trouvant à coté, en train de saigner presque de partout au corps et tellement gonflé ».

2. **Me Germain MASENGE** : *« Ils m'ont également fait subir le même sort que le collègue Patient MWIRHONZI. Après avoir perdu connaissance suite aux tortures graves, je me suis juste retrouvé jeter aussi dans la paillote à coté du collègue Patient ».*
3. **André BAMPA** : *« J'ai également subi le même sort que mes collègues. Toutefois, après que je sois immobilisé par terre, huit militaires m'ont pris et m'ont suspendu en l'air (chute faciale) et ont commencé à m'administrer des coups de fouets, toujours suspendu en l'air. A demi-mort, ils m'ont jeté dans la même paillote, à coté de mes collègues ».*
4. **Madame Pascasie BASHIGE** : Une des victimes des démolitions, âgée d'une soixantaine d'année n'était pas non plus épargnée de ces tortures et autres traitements cruels, inhumains et dégradant. A l'instar de tous, elle a été fortement battue également. Des coups des pieds reçus au niveau du bas ventre, nous apprenons qu'elle est en train de saigner présentement.

Trente minutes plus tard, ils nous ont retiré de la paillote, nous obligeant de nous coucher en dessous des sièges de leur jeep, entrain de nous piétiner et nous cracher dessus et nous disant qu'ils nous embarquent pour l'aéroport de KAVUMU, nous affrété un vol gratuit pour Kinshasa rencontrer Joseph KABILA et lui demander ce que nous avons à lui demander.

Une heure après qu'ils nous ont fait circuler presque toute la concession sans en connaître le motif, ils nous ont fait retourner dans la même paillote. Toujours sous pression, ils nous ont obligé de signer un acte de reconnaissance que c'est parce que nous avons franchi l'enclos de la concession de Mbobero sans autorisation, c'est pour cela qu'ils nous ont arrêté. Et que par conséquent nous nous devons nous engager à n'est plus le faire encore un jour. Continuant à nous torturer, ils nous ont dit que si nous ne signons pas ce document nous ne serons pas libérés. Au vu de la grande souffrance, nous étions malheureusement obligé de signer leur document, juste pour tente d'abord de voir si nous pouvons recouvrer la liberté. Dieu merci, ils nous ont libéré, aussitôt ce document signé.

Par ailleurs, avant de nous permettre de quitter lieu, ils ont commencé à nous filmer à partir de leurs téléphones, nous obligeant même de témoigner sous vidéo qu'ils nous ont très bien accueillis et n'ont torturé, frappé, fouetté personne. Après avoir tourné leur vidéo, ils nous ont alors demandé de partir. C'était plus de trois heures après notre arrestation.

Notre état actuel

Deux jours après ces atrocités par nous subis, aucun de nous n'a reçu des soins adéquats et moins encore simple examen médical. Faute de mieux, nous ne recourons jusque là qu'aux simples massages à domicile.

Cependant, il faut aussi signaler que les douleurs ne font que s'accroître. Nous avons du mal à marcher, à s'asseoir et moins encore à dormir. Bref, difficile pour nous de tenir une position quelconque présentement. De manière particulière, Patient MWIRHONZI présente des malaises au niveau de la poitrine et au bas ventre. Quant à André BAMPAMBA, il crache du sang depuis ce mardi. Pour Germain, il marche difficilement, raison pour laquelle il n'est pas d'ailleurs avec nous ici, indique un de ses collègues. Monsieur CITO communément appelé Shaba II reste toujours interné à l'Hôpital Général.

Ainsi fait à Bukavu le 2 mai 2019

Jonathan MAGOMA,
Protection officer



PARTENARIAT POUR LA
PROTECTION
INTEGREE

PPI

Promotion de la Paix et Protection des défenseurs
des droits humains





PARTENARIAT POUR LA
PROTECTION
INTEGREE

Promotion de la Paix et Protection des défenseurs
des droits humains

